

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Aux élections européennes du 7 juin : battre la droite !

Donner une nouvelle direction à l'Europe

- International - Europe -

Date de mise en ligne : mercredi 1er avril 2009

Démocratie & Socialisme

Le texte d'orientation voté par le Bureau national et le Conseil national du Parti socialiste, le 28 février, est un socle de départ pour le programme des socialistes lors des prochaines élections européennes.

Jamais nous n'avons eu autant besoin d'Europe Il est vrai que nous avons un « besoin impérieux d'Europe » car, face à la Crise, jamais l'Union européenne libérale n'a été aussi absente ou aussi néfaste.

La remise en cause du « libre-échange sans règles, du laisser-faire » et « d'un système de compression des salaires et de spéculation » est une base de départ nécessaire à la réorientation de l'Union européenne.

Le bilan de la droite qui domine le Parlement mais aussi la Commission et le Conseil des ministres est, en effet, accablant : euro surévalué, refus de toute politique industrielle, organisation du dumping social, social et environnemental, réduction du budget de l'Union, soutien à la directive Bolkestein, vote de la clause dérogatoire sur la durée du travail jusqu'à 65heures par semaine, vote de la « directive de la honte » autorisant le maintien des immigrés pendant 18 mois dans des centres de rétention, refus de la Droite (Modem inclus) de voter une directive défendant les services publics...

Un plan de relance européen

Le texte constate que « la demande intérieure constitue le principal levier de la croissance en Europe ». C'est un constat important car toute la politique des multinationales européennes comme des institutions qui dirigent aujourd'hui l'Europe libérale est de considérer qu'il faut baisser les salaires européens pour réduire les coûts et que les débouchés, la demande, se trouvent ailleurs qu'en Europe.

Il propose donc, à juste titre, « un vrai plan de relance de l'activité à l'échelle continentale, en agissant à la fois sur l'investissement mais aussi sur la consommation ». Il est tout à fait regrettable, néanmoins, que le terme « salaire » ne soit pas explicitement utilisé et que le terme « consommation » lui ait été préféré. Ce n'est pas, en effet, les « primes à l'emploi », les « bons de consommation » qu'il faut augmenter ou instaurer mais bien les salaires et les minima sociaux qu'il faut augmenter.

Un pacte européen de progrès social Le texte va dans le bon sens, en affirmant la nécessité d'un « Pacte européen du progrès social », la nécessité d'augmenter le budget de l'Union, d'harmoniser les fiscalités, de définir une politique commerciale européenne et une nouvelle politique agricole, de mettre les marchés financiers au service de l'économie réelle et de mettre fin aux paradis fiscaux.

Il est, cependant, regrettable que le texte n'aille pas plus loin, ne fasse pas du social le coeur de notre programme et laisse de côté des mesures aussi importantes que la réduction du temps de travail, le nivellement par le haut des systèmes d'assurance-maladie ou de retraites par répartition (qui peut aujourd'hui défendre les fonds de pension ?), l'abrogation de la directive Mac Creevy qui reprend 70 à 80 % de la directive Bolkestein et contre laquelle ont d'ailleurs voté la totalité des députés français du PSE.

La volonté d'aboutir à un Smic européen est certainement la meilleure méthode pour lutter contre le dumping social. Il n'est pas sûr, pour autant, que fixer une étape qui verrait les différents « smic » nationaux « atteindre 60 % du salaire médian de chacun des pays » soit la plus heureuse des solutions.

Cela signifierait en France un Smic brut à 933 euros, alors que notre parti s'est prononcé pour un Smic à 1500 euros. Alors que la grève victorieuse des ouvriers roumains de Dacia aussi bien que les grèves générales de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion mettent à l'ordre du jour une augmentation immédiate de 200 euros du Smic, des salaires et des minima sociaux.

La montée de l'exaspération sociale et du mouvement social exigera, nous pouvons y compter, que nous mettions le social au coeur de nos propositions et que nos propositions soient précises et concrètes. Si nous ne le faisons pas, nous serons incapables de répondre aux aspirations du salariat et le coût électoral et politique de ce déni sera lourd, très lourd.

Le traité de Lisbonne n'est plus qu'« une donnée »

Le « Manifeste » du Parti socialiste européen considérait encore de façon positive le traité de Lisbonne et en faisait un point d'appui de la réorientation de l'Union européenne. Or, ce traité ne peut servir de base à une réorientation de la politique européenne pour au moins trois raisons.

D'abord parce qu'il n'a pas été ratifié démocratiquement. Les peuples européens n'ont pas été directement consultés. Et quand ils l'ont été, les parlements (en France, aux Pays-Bas) se sont assis sur la volonté populaire. Quant au deuxième vote « non » majoritaire en Irlande, il est considéré comme nul et non-avenu alors qu'à lui seul, il rend le traité caduc.

Ensuite parce que ce traité est une entrave à la réorientation sociale de l'Europe. Il interdit toute harmonisation sociale ou fiscale. Il sacralise la libre circulation des capitaux à l'intérieur de l'Union Européenne et entre l'Union Européenne et le reste du monde. Il empêche toute politique industrielle commune, toute politique commerciale commune au nom de la libre concurrence. Il entrave toute politique internationale indépendante de l'Union en faisant de l'OTAN un horizon indépassable. Il rend quasi impossible (il faut l'accord de 27) toute politique de « coopération renforcée » entre les états-membres qui souhaiteraient mettre en oeuvre cette procédure... Enfin, parce que la réalité elle-même, s'est chargée de montrer combien ce « point d'appui » était vermoulu. Les critères du « Pacte d'Amsterdam » intégrés dans le traité de Lisbonne sont totalement dépassés. Le dogmatisme libéral qui présidait à la limitation des déficits publics à 3 % du PIB d'un Etat membre et des dettes publiques à 60 % s'effondre. Le déficit public français s'élèvera à 5,5 % en 2009 et la dette publique à 83 % en 2010. Si tel n'avait pas été le cas, l'économie française se serait complètement effondrée, comme d'ailleurs, les autres économies de l'Union européenne qui ont agi dans le même sens.

L'apport massif de capitaux publics pour sauver les banquiers dont les spéculations risquaient de faire s'écrouler l'ensemble de l'économie comme un château de cartes rend complètement inepte un traité dont le noyau rationnel repose sur la concurrence libre et non faussée. Une telle concurrence interdit, en effet, aux Etats d'empêcher en quoi que ce soit les marchés de faire leur office qui est de sanctionner l'inefficacité de toutes les entreprises (y compris les banques) dont les pertes sont trop importantes et donc de les laisser faire faillite.

La Banque centrale européenne est obligée de baisser ses taux d'intérêt et remet ainsi en question, dans la pratique, la politique de l'euro cher qui est le socle de sa mission telle qu'elle est définie par le traité de Lisbonne. La baisse tendancielle du dollar, le désordre monétaire international rend de plus en plus criante l'absence de politique monétaire de l'Union européenne. Mais le traité de Lisbonne s'oppose à la mise en place de tout gouvernement économique, seul à même, pourtant, de définir une telle politique.

L'acuité des difficultés économiques et financières des pays d'Europe Centrale et de l'Est, le péril que ces difficultés

Donner une nouvelle direction à l'Europe

font courir aux banques et à l'économie de l'ensemble de l'Union européenne fait resurgir aujourd'hui, aussi bien la nécessité d'un budget européen digne de ce nom que la possibilité pour la Banque centrale européenne d'émettre des emprunts publics. Deux nécessités auxquelles s'oppose, là encore, le traité de Lisbonne.

Le texte du Parti socialiste français considère que le traité de Lisbonne « est une donnée, mais ne saurait borner l'ambition des socialistes pour l'Europe ». C'est un pas en avant déterminant. D'autant plus déterminant que la Crise commence à ouvrir bien des yeux et que les propositions des socialistes français tracent une voie réaliste pour l'ensemble du PSE.

Jean-Jacques Chavigné